

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 08/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPETERIES PALM

AV DE MONSEIGNEUR ROMERO
37160 Descartes

Références : VAT20250290
Code AIOT : 0010000663

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement PAPETERIES PALM implanté AV DE MONSEIGNEUR ROMERO 37160 Descartes. L'inspection a été annoncée le 06/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES PALM
- AV DE MONSEIGNEUR ROMERO 37160 Descartes
- Code AIOT : 0010000663
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PAPETERIES PALM sur la commune de Descartes exploite une unité de fabrication de papier.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 6

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Caractéristiques des points de rejet dans le milieu	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.5.1.	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
3	Prélèvement d'eau en nappe alluviale - disconnecteurs	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.1.3.2.	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
4	Prélèvements d'eau -ratio de consommation	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 3.1.1.3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Contrôle des rejets eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.7.2	/	Demande d'action corrective	2 mois
7	Valeurs limites de rejet – Eaux bassin décantation	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.6.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
8	Stockages des déchets et produits neufs	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.3.3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
17	Optimisation énergétique sur les échangeurs de chaleur	Code de l'environnement du 19/06/2025, article L.515-28 et R.515-73-I	/	Demande d'action corrective	2 mois
19	Efficacité énergétique – installations	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.86	/	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	installations de combustion – 2910 E	article Art.86			
20	Situation administrative et cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 2.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plans et schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.4.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Valeur limite de rejet - eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 3.1.6.3.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
9	Système de management de l'efficacité énergétique (SM2E)	Code de l'environnement du 19/06/2025, article L.515-28 et R.515-73-I	/	Sans objet
10	Plan de Performance Énergétique (PPE) et plan d'action associé	Code de l'environnement du 19/06/2025, article L.351-1 I et IV ;D. 351.1 I b)	/	Sans objet
11	Audit énergétique	Code de l'environnement du 19/06/2025, article L.515-28 et R.515-73-I	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Schéma des installations	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article II.1	/	Sans objet
13	Plan méthodologique de surveillance : Equipement de mesure	Règlement européen du 19/12/2018, article 11	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
14	Formation en matière d'efficacité énergétique	Code de l'environnement du 19/06/2025, article L.515-28 et R.515-73-I	/	Sans objet
15	Maitrise des procédés	Code de l'environnement du 19/06/2025, article L.515-28 et R.515-73-I	/	Sans objet
16	Optimisation de l'efficacité énergétique par la maintenance	Code de l'environnement du 19/06/2025, article L.515-28 et R.515-73-I	/	Sans objet
18	Prescription spécifique – BREF PPEfficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 9.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plans et schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.4.
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 12/09/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 09/12/2024

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'eaux polluées comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire.....), • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) • les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite du 12 septembre 2024, l'inspection a constaté que le plan des réseaux d'eaux usées ne faisait pas apparaître l'ensemble des vannes barrage. De même que le séparateur hydrocarbures à proximité du bâtiment de cogénération.</p> <p>Dans sa réponse du 9 décembre 2024, l'exploitant indique que le plan des réseaux d'eaux usées a été mis à jour.</p> <p>Documents consultés:</p> <p>-Plan des réseaux d'eaux usées du 30/10/2024, ce plan fait apparaître les points de rejet conformément aux points de rejet décrits à l'article 3.1.5.1 de l'Arrêté préfectoral du 17/05/2005:</p> <ul style="list-style-type: none"> . 1 rejet aval à la station d'épuration interne, . 2 rejets d'eaux pluviales des toitures (stocks bobines/bat M à P et CR), . 2 rejets eaux de ruissellement (parking expéditions/parc VP PL Et VL), . 1 rejet eaux sanitaires. <p>Le plan mis à jour fait apparaître:</p> <ul style="list-style-type: none"> . les 4 vannes barrage ainsi que le batardeau du sous-sol PM9 conformément à la procédure d'Urgence - Isolement des rejets en cas d'incendie, . les 3 séparateurs du site. <p>Le précédent écart est levé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Caractéristiques des points de rejet dans le milieu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.5.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, eau</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

- date d'échéance qui a été retenue : 09/12/2024

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents de l'établissement aboutissent à 5 points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

- un rejet en aval de la station d'épuration des effluents interne à l'établissement,
- 2 rejets d'eaux pluviales des toitures,
- 2 rejets d'eaux de ruissellement prétraitées,
- un rejet d'eaux usées évacué selon les règles sanitaires et d'assainissement en vigueur.

Les réseaux séparatifs mis en place doivent permettre en tous temps que chacun des points de rejet ne reçoive que les effluents prévus selon cette liste. Tout rejet direct ou indirect non explicitement mentionné ci-dessus est interdit, Cette éventualité doit être gérée comme une modification conformément à l'article 2.1. du présent arrêté.

Article 3.1.2.4 les eaux susceptibles d'être polluées

Les eaux susceptibles d'être polluées sont composées des eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir des polluants, notamment des aires de manutention des produits polluants, de lavage de véhicules et engins et des parkings de véhicules ainsi que des eaux ruisselant sur l'aire de stockage de vieux papiers et cartons.

Ces eaux doivent être traitées avant rejet par des dispositifs adaptés, notamment :

- pour l'aire de stockage de vieux papiers et cartons par décantation du premier flot des eaux pluviales dans un bassin de 30 m³ créé à cet effet,
- pour l'aire de lavage des véhicules et engins, les eaux sont acheminées vers ce même bassin de décantation,
- les eaux de purge de la chaufferie doivent être intégralement recyclées en eaux de procédé,
- les eaux de ruissellement des parkings aménagés doivent être dirigées vers un ou plusieurs débourbeurs déshuileurs à obturation automatique de capacité suffisante.

Constats :

Lors de la précédente visite du 12 septembre 2024, l'inspection a constaté que les séparateurs sont pour certains en mauvais état.

Dans sa réponse du 9 décembre 2024, l'exploitant indique la Création dans la GMAO :

- de nettoyages préventifs récurrents des séparateurs,
- une demande d'intervention ponctuelle sur le Flotteur séparateur cogénération,
- une demande d'intervention ponctuelle sur la chaîne cassée du flotteur.

Documents consultés pendant la visite:

PAPETERIES PALM FICHE DE SUIVI D'INTERVENTION « CAMPAGNE SEPARATEURS »

Date d'intervention : 25/09/2024

-Zone d'expédition, la fiche de suivi fait état de parois en mauvais état et corrodées sans perforation et de la chaîne du flotteur cassé

<p>-Zone Cogénération la fiche de suivi indique que le flotteur n'est pas en bon état et ne fonctionne pas</p> <p>PAPETERIES PALM FICHE DE SUIVI D'INTERVENTION « CAMPAGNE SEPARATEURS »</p> <p>Date d'intervention : 16/12/2024</p> <p>-zone chaufferie la fiche de suivi indique un séparateur en bon état.</p> <p>Les remarques sont les mêmes que lors de l'intervention de 2023 sur les séparateurs. L'exploitant confirme que les actions prévues n'ont pas été mises en place.</p> <p>L'écart est maintenu.</p> <p>Constat : Les séparateurs sont pour certains en mauvais état, sans qu'il soit indiqué si cela remet en cause leur efficacité ou si cela peut entraîner un risque de pollution, l'exploitant n'ayant engagé aucun travaux de réparation il devra justifier de l'absence d'impact ou effectuer les travaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Prélèvement d'eau en nappe alluviale - disconnecteurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.1.3.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, eau</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 09/12/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La distribution de l'eau issue du milieu naturel doit s'effectuer par des canalisations distinctes de celles du réseau d'adduction d'eau potable.</p> <p>Un dispositif de disconnexion doit être installé afin d'isoler la ressource de son usage industriel.</p> <p>Arrêté du 10/09/2020</p> <p>Article 5.3</p> <p>"En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de protection visant à prévenir d'éventuelles contaminations par le retour d'eau</p>

pouvant être polluée."
<p>Constats :</p> <p>Dans sa réponse du 9 décembre 2024, l'exploitant indique que le disconnecteur AEP3 sera remplacé (chiffrage 22 k€, commande en cours) délai annoncé 31/03/25.</p> <p>Pendant la visite, l'exploitant indique que le disconnecteur a été réparé en interne mais que son contrôle est impossible en raison d'une fuite sur la vanne de test en amont du réseau. Cette vanne appartient au gestionnaire du réseau qui ne peut la remplacer sans couper l'approvisionnement en eau de la commune et dont le réseau est déjà en travaux sur un autre secteur.</p> <p>Document consulté : Fiche de maintenance du 17 juin 2025 pour le clapet positionné en fosse rue Monseigneur Roméro indiquant, que la vanne d'alimentation n'est pas étanche.</p> <p>Dans l'attente des travaux du gestionnaire de réseau et de la réalisation du contrôle justifiant du bon fonctionnement du disconnecteur, l'écart est maintenu.</p> <p>Constat : Le disconnecteur BAYARD N°10N11105014 Fosse compteur avenue Monseigneur Roméro (AEP 3) est non conforme.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Prélèvements d'eau -ratio de consommation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 3.1.1.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, eau
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 09/12/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, sont</p>

limités, par des systèmes qui en favorisent l'économie aux stricts besoins d'eaux industrielles de l'établissement, à 200 m3 par heure d'utilisation.

L'exploitant suivra et tracera un ratio mensuel de consommation spécifique (consommation d'eau de la Creuse par tonne produite).

Le suivi de ce ratio est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 10 ans. En tout état de cause, ce ratio ne doit pas dépasser 7,4 m3/t en moyenne annuelle.

Constats :

Lors de la précédente visite du 12 septembre 2024, l'inspection a constaté que l'exploitant ne respecte pas en moyenne annuelle le ratio mensuel de consommation spécifique en 2023 et 2024 (janvier à septembre).

Dans sa réponse du 9 décembre 2024, l'exploitant précise que, c'est l'arrêt de la PM8 qui a conduit à une augmentation du ratio spécifique, avant les arrêts conjoncturels de la PM8, i.e. à partir de septembre 2022, le ratio cumulé sur 12 mois était à 6,91 m3/t.

Le 31 mars 2023, jour de l'arrêt de la PM8, le ratio cumulé était à 7,28m3/t. La raison étant que les eaux utilisées sur la PM8 étaient recyclées sur la PM9. Ces eaux ont donc dû être remplacées par des eaux fraîches.

L'exploitant précise qu'un Plan Sobriété subventionné par l'Agence de l'Eau est en cours. Ce plan consiste notamment :

- à la mise en place de Rinceurs HP Toile Inf. et Toile Sup pour un budget d'environ 300 k€,
- à la réutilisation de l'eau traitée par la STEP,
- à la mise en place d'un plan de comptage.

L'exploitant fournit la liste des bons de commande signés.

L'exploitant présente également le calcul du ratio :

- à fin décembre 2024 soit 7,53 m3/t
- au 31 mai 2025 soit 7,35 m3/t (sous le seuil)

Ce ratio étant calculé en moyenne annuelle, l'inspection ne statuera sur la levée ou la poursuite de l'écart qu'à fin décembre 2025. Dans l'attente l'écart est maintenu.

Constat : L'exploitant ne respecte pas en moyenne annuelle le ratio mensuel de consommation spécifique en 2023 et 2024. Il devra justifier de son respect fin 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Valeur limite de rejet - eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 3.1.6.3.
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/09/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 09/12/2024
Prescription contrôlée : <p>L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• température inférieure à 35°C,• pH compris entre 5,5 et 8,5, <p>De plus, les valeurs limites fixées dans les tableaux suivants s'appliquent au rejet des effluents spécifiques indiqués : [...]</p> <p>Débit maximal 4000 m3/jour</p> <p>(cf tableau APC du 1 décembre 2017, article 8) [...]</p>
Constats : <p>Lors de la précédente visite du 12 septembre 2024, l'inspection a constaté que le flux spécifique pour le phosphore est dépassé en 2023.</p> <p>Lors de la présente inspection seul le flux spécifique de phosphore écart de la précédente visite est regardé.</p> <p>L'exploitant précise que depuis la précédente visite un nouvel aérateur a été mis en place pour stabiliser le traitement des eaux.</p> <p>L'exploitant présente le calcul du flux spécifique de phosphore en moyenne annuelle pour 2024: Phosphore 0.007 kg/t => conforme</p> <p>L'écart est levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle des rejets eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, eaux pluviales
Prescription contrôlée : <p>Eaux issues du bassin de décantation de 30 m³ et du parking expéditions situé en partie EST du</p>

<p>site (visées au § 3.1.2.4.)</p> <p>La température, le pH et les concentrations relatives aux paramètres indiqués aux tableaux 2 et 3 sont mesurés une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir réalisé de prélèvements sur les eaux pluviales en 2024. Le dernier rapport "RAPPORT D'ESSAIS N°E23-51859 / A EP1" date du 14 novembre 2023.</p> <p>Constat : L'exploitant n'a pas réalisé les mesures annuelles sur les eaux pluviales.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Valeurs limites de rejet – Eaux bassin décantation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.1.6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 09/12/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - température inférieure à 35°C, - pH compris entre 5,5 et 8,5, - couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l, - absence de matières flottantes, [...] <p>De plus, les valeurs limites fixées dans les tableaux suivants s'appliquent au rejet des effluents spécifiques indiqués :</p>

Eaux issues du bassin de décantation de 30 m3 et rejetées à la Creuse	
Paramètre	Concentration maximale (en mg/l)
Matières en suspension totales (MEST)	100
Demande biologique en oxygène (DBO5)	30
Demande chimique en oxygène (DCO)	125
Azote total (en N)	30
Phosphore total (en P)	10
Total des 8 métaux suivants : Cr + Cu + Ni + Pb + Zn + As + Cd + Hg	10
Hydrocarbures totaux (HCT)	10

Constats :

Lors de la précédente visite du 12 septembre 2024, l'inspection a constaté que les valeurs limites d'émission des eaux pluviales du secteur chaufferie / stockage de papiers ne sont pas respectées pour les paramètres DBO5 et DCO.

Dans sa réponse du 9 décembre 2024, l'exploitant précise qu'un contrat de nettoyage trimestriel sera mis en place à partir de 2025 pour le séparateur des eaux pluviales du parc PCR. Au jour de la visite ce contrat n'est pas mis en place.

De plus, l'exploitant indique ne pas avoir réalisé de prélèvements sur les eaux pluviales en 2024. (cf constat précédent spécifique sur la périodicité des mesures)

L'exploitant, en l'absence de nouvelles mesures sur 2024, ne peut justifier du respect des VLE DBO5 et DCO. Ainsi, le constat est maintenu.

Constat : Les valeurs limites d'émission des eaux pluviales du secteur chaufferie / stockage de papiers ne sont pas respectées pour les paramètres DBO5 et DCO.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Stockages des déchets et produits neufs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.3.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, déchets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 09/12/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets produits sont stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs...) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>article 3.1.8.1.1. Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une rétention</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite du 12 septembre 2024, l'inspection a constaté que des déchets liquides sont stockés sans rétention à l'extérieur des bâtiments en zone expédition.</p> <p>Dans sa réponse du 9 décembre 2024, l'exploitant précise qu'une étude est en cours pour le chiffrage d'une zone couverte (type barnum) équipée de rétentions pour poser les contenants de déchets (délai 31/03/2025).</p> <p>Lors de la visite, l'inspection constate toujours la présence de GRV contenant des déchets liquides entreposés directement au sol sans rétention côté expédition mais aussi de produits neufs à proximité de la station de traitement des eaux et côté expédition.</p> <p>Le constat est maintenu.</p>

Constat : Des déchets liquides et des produits neufs sont stockés sans rétention à l'extérieur des bâtiments en zone expédition et à proximité de la station de traitement des eaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Système de management de l'efficacité énergétique (SM2E)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/06/2025, article L.515-28 et R.515-73-I
Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique
Prescription contrôlée : L.515-28 : Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive mentionnée ci-dessus et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques. [...] <p>R.515-73-I : Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.</p> <p>BREF secondaire ENE - Point 2.1 - SM2E (MTD 1)</p> <p>[] Un système de management de l'efficacité énergétique (SM2E) doit comprendre les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) engagement de la direction générale (b) définition d'une politique d'efficacité énergétique (c) planification et définition d'objectifs et de cibles (d) mise en oeuvre et conduite de procédures (e) analyse comparative (f) vérification des performances et mesures correctives (g) réexamen par la direction générale (h) préparation, à intervalles réguliers, d'un relevé d'efficacité énergétique (i) validation par un organisme de certification accrédité ou par un vérificateur externe du SM2E (j) prise en compte lors de la conception d'une installation, de l'incidence environnementale de son démantèlement en fin de vie (k) mise au point de technologies d'efficacité énergétique.
Constats :

La papeterie de Descartes est certifiée ISO 50001 depuis février 2016, dernier certificat pour la période 15/10/24 à 19/08/27.

L'exploitant présente à la demande de l'inspection :

- la politique énergie d'avril 2024,
- le dernier audit externe de juillet 2024 selon la norme ISO 50001,
- l'analyse comparative avec les autres entités Palm intitulé « Operating figures Energy 2025 »,

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Plan de Performance Energétique (PPE) et plan d'action associé

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/06/2025, article L.351-1 I et IV ;D. 351.1 I b)

Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique – abattement TURPE

Prescription contrôlée :

L.351-1 :

I - « Les entreprises fortement consommatrices d'électricité peuvent bénéficier, pour tout ou partie de leurs sites, de conditions particulières d'approvisionnement en électricité. En contrepartie, elles s'engagent à adopter les meilleures pratiques en termes de performance énergétique. »

IV - Pour en bénéficier, les entreprises et les sites mentionnés au I doivent mettre en œuvre un système de management de l'énergie conforme au second alinéa de l'article L. 233-2 du présent code et atteindre des objectifs de performance énergétique définis par voie réglementaire, par catégorie. [...]

D.351-1 :

I. - Une entreprise ou un site sont considérés comme mettant en œuvre une politique de performance énergétique lorsqu'ils remplissent les conditions suivantes :
[...]

b) Atteindre, dans un délai de 5 ans à compter de la transmission de la première attestation mentionnée à l'article D. 351-7, un objectif de performance énergétique suivi au moyen d'indicateurs définis comme le rapport entre la consommation d'énergie et une unité de production déclarée dans cette attestation. Ces indicateurs font l'objet d'une certification dans le cadre de la mise en œuvre du système de management de l'énergie mentionné au a. L'objectif de performance énergétique ainsi que les moyens envisagés pour l'atteindre sont détaillés dans un plan de performance énergétique qui contient notamment un plan d'action et des échéances associées et porte notamment sur les usages significatifs de l'énergie des procédés industriels du site ou de l'entreprise.

c) Ne pas s'écarter de manière excessive et sans motif réel et sérieux du plan d'action et de la trajectoire du plan de performance énergétique.

Constats :

L'inspection consulte le document référencé PPE 2021-2025 version I du 30/04/2024, dernière version à la date de l'inspection.

L'exploitant présente la revue énergétique du 30/04/2024 avec la définition des usages spécifiques et les indicateurs de performance énergétique (IPE).

L'exploitant définit les facteurs pertinents ayant un impact sur la performance énergétique à savoir :

- grammage du papier,
- vitesse de production,
- taille des papiers produits.

Ainsi les 8 UES (usages énergétiques spécifiques) du SMÉ du site représentent 94% de la consommation totale d'énergie primaire et secondaire. Les 5 UES uniquement de Papeteries Palm représentent 88% de la consommation totale de la papeterie.

Pour intégrer l'arrêt d'une des machines de fabrication, une nouvelle situation de référence est déterminée à partir des données des 12 derniers mois sans PM8. La revue énergétique du système de management de l'énergie a été modifiée. Sont considérés comme significatifs les usages énergétiques consommant plus de 7500 MWh/an, c'est-à-dire plus de 2% de la consommation de Papeteries Palm

Chaque indicateur possède pour la période un objectif chiffré. L'exploitant indique que le marché du papier pour emballage est très fluctuant ainsi la performance énergétique du site est désormais regardée au niveau de la production brute de papier.

Objectifs

L'exploitant a calculé des IPE sur la période de référence (avril 2023/mars 2024 arrêt MAP 8)
exemple IPE sur la période de référence

PM9 sécherie IPE 1,556 tvap/tub (vapeur) - jalon 1,537 (2024) - 1,519 (objectif 2025) -2,3 %

Centrale raffinage IPE 48,6 kwh/tub (élec) - jalon 48 (2024) - 47,4 (objectif 2025) -2,3 %

L'exploitant possède un fichier de suivi des indicateurs que l'inspection consulte :

par exemple pour la machine PM9 sécherie IPE 1,556 tvap/tub (vapeur)

2024 IPE 1,61 vs objectif 1,54

2025 IPE 1,65 vs objectif 1,52

Selon l'exploitant, la non atteinte des objectifs est liée d'une part à des difficultés techniques et d'autre part à une baisse de la production.

Plan d'actions

L'inspection échange avec l'exploitant sur les actions en cours sur la machine PM9 afin d'améliorer sa performance énergétique.

Les différentes actions possibles sont cotées dans un tableau afin de les hiérarchiser et définir le plan d'action.

A savoir pour 2025 et la machine PM9 :

- Plan de remplacement des silos sécheurs (8 à l'arrêt sur les 74) - 4 seront remplacés en 2025.
- Réflexion sur la concentration d'amidon dans le « bain de mouillage » afin de diminuer l'humidité de la feuille.

Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Audit énergétique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/06/2025, article L.515-28 et R.515-73-I
Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L.515-28 : Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive mentionnée ci-dessus et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques. [...]</p> <p>R.515-73-I : Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.</p> <p>BREF secondaire ENE - Point 4.2.2.2 - Audit (MTD 3 et 4)</p> <p>MTD 3 : Les MTD consistent à identifier, au moyen d'un audit, les aspects d'une installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique. Il importe que cet audit soit compatible avec l'approche par systèmes (voir MTD 7).</p> <p>MTD 4 : Lors de la réalisation d'un audit, les MTD consistent à mettre en évidence les aspects d'une installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique :</p> <p>a) type et quantité d'énergie utilisée dans l'installation, dans les systèmes qui la composent et par les différents procédés ;</p> <p>b) équipements consommateurs d'énergie, et type et quantité d'énergie utilisée dans l'installation ;</p> <p>c) possibilités de minimiser la consommation d'énergie, notamment : contrôle/réduction des temps de fonctionnement, par exemple arrêt en dehors des périodes d'utilisation[...], assurance d'une optimisation de l'isolation, optimisation des utilités, des systèmes, des procédés et des équipements associés [...]</p> <p>d) possibilités d'utilisation d'autres sources d'énergie plus efficaces, en particulier l'énergie excédentaire provenant d'autres procédés et/ou systèmes, [...]</p> <p>e) possibilités d'application de l'énergie excédentaire à d'autres procédés et/ou systèmes, [...]</p> <p>f) possibilité d'améliorer la qualité de la chaleur [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La papeterie de Descartes est certifiée ISO 50001 depuis février 2016, dernier certificat pour la</p>

période 15/10/24 à 19/08/27.

L'inspection a demandé à consulter le dernier compte rendu d'Audit interne ISO 50001 réalisé du 16 au 18 avril 2024.

Ce rapport d'audit identifie explicitement :

- des non-conformités mineures,
- des points d'amélioration.

Pour gérer les suites d'audit, un plan d'actions est établi par l'exploitant avec une personne en charge de l'action et des délais associés.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Schéma des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article II.1

Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

Article générique dans « dispositions administratives applicables à l'établissement » : Les installations [...] sont disposées, aménagées et exploitées conformément et données techniques contenues dans le dossier déposé par l'exploitant. [...]

BREF secondaire ENE - Pont 4.2.2.3 - MTD 7

MTD 7 : Les MTD consistent à optimiser l'efficacité énergétique au moyen d'une approche systémique du management de l'énergie dans l'installation. Les systèmes à prendre en considération en vue d'une optimisation globale sont notamment :

- les unités de procédés (voir BREF sectoriels)

- les systèmes de chauffage tels que :

- o vapeur (voir Section 3.2)

- o eau chaude

- le refroidissement et le vide (voir le BREF ICS relatif aux systèmes de refroidissement industriel)

- les systèmes entraînés par un moteur, tels que :

- o air comprimé (voir Section 3.7)

- o le pompage (voir Section 3.8)

- l'éclairage (voir Section 3.10)

- le séchage, la séparation et la concentration (voir Section 3.11).

Constats :

L'exploitant est en mesure de présenter un schéma de ces installations avec les principaux flux d'énergie ainsi que le positionnement des compteurs associés.

L'exploitant est en mesure de présenter une description des sources d'énergie utilisées au sein de l'établissement : électricité, gaz naturel, biogaz.

<p>À la demande de l'inspection il a décrit les installations de combustion présentent dans le périmètre Palm (hors DBI) à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 chaudière Chaudière BABCOCK WANSON <p>Puissance de l'appareil 4,6 MW Combustible utilisé Biogaz + Gaz naturel Durée de fonctionnement annuel \approx 8600 h</p> <p>L'inspection consulte le document "plan de mesurage" et demande par sondage à voir les fiches de calibration des compteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Débitmètre vapeur PM9 installé le 17/09/2024, étalonnage du 10/06/2024 <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Plan méthodologique de surveillance : Equipement de mesure

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Etalonnage</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 06/05/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>4. Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.</p> <p>Lorsque des composants des systèmes de mesure ne peuvent pas être étalonnés, l'exploitant désigne ces composants dans le plan méthodologique de surveillance et propose des activités de contrôle de remplacement.</p> <p>Si l'équipement n'est pas jugé conforme aux exigences requises, l'exploitant prend rapidement les mesures correctives qui s'imposent.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite du 12 septembre 2024, l'inspection constate que tout l'équipement de mesure n'est pas étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers par l'exploitant (compteur de la chaudière Stein).</p> <p>Dans le dernier Plan méthodologique de surveillance déposé par l'exploitant en 2025, le vérificateur n'a plus identifié d'écart sur ce compteur.</p>

Au jour de l'inspection, l'exploitant indique que le compteur a été changé. Il fournit le certificat de calibration du 13/09/2024 pour une installation le 19/11/2024.

L'écart est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Formation en matière d'efficacité énergétique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/06/2025, article L.515-28 et R.515-73-I

Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

L.515-28 : Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive mentionnée ci-dessus et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques. [...]

R.515-73-I : Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.

BREF secondaire ENE - Point 4.2.6 - MTD13

Les MTD consistent à maintenir l'expertise en matière d'efficacité énergétique et de systèmes consommateurs d'énergie, notamment par les techniques suivantes :

- a) recrutement de personnel qualifié et/ou formation du personnel. La formation peut être dispensée en interne, par des experts externes, au moyen de cours formels ou dans le cadre de l'autoformation/développement personnel (voir Section 2.6) ;
- b) mise en disponibilité périodique du personnel pour effectuer des contrôles programmés ou spécifiques (sur leur installation d'origine ou sur d'autres, voir Section 2.5) ;
- c) partage des ressources internes entre les sites (voir Section 2.5) ;
- d) recours à des consultants dûment qualifiés pour les contrôles programmés (par ex. voir Section 2.11) ;
- e) externalisation des systèmes et/ou fonctions spécialisés (par ex. voir Annexe 7.12).

Constats :

Le référent énergie nommé sur le site a bénéficié d'une formation en 2019 intitulée « référent énergie dans l'industrie ».

Les salariés sont sensibilisés sur l'efficacité énergétique sur le terrain.

Des échanges annuels entre les directeurs des différents sites sont menés notamment sur la thématique de l'énergie.

<p>Les fiches de postes n'intègrent pas les compétences sur l'énergie. Ce point fait déjà l'objet d'un suivi dans le cadre des audits interne du site.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Maitrise des procédés

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/06/2025, article L.515-28 et R.515-73-I</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Efficacité énergétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L.515-28 : Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive mentionnée ci-dessus et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques. [...]</p> <p>R.515-73-I : Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.</p> <p>BREF secondaire ENE - Point 4.2.7 - MTD14</p> <p>Les MTD consistent à s'assurer la bonne maîtrise des procédés, notamment par les techniques suivantes :</p> <p>a) mettre en place des systèmes pour faire en sorte que les procédures soient connues, bien comprises et respectées ;</p> <p>b) vérifier que les principaux paramètres de performance sont connus, ont été optimisés concernant l'efficacité énergétique, et font l'objet d'une surveillance ;</p> <p>c) documenter ou enregistrer ces paramètres ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage l'inspection interroge l'exploitant sur la sécherie vapeur de la machine MP9.</p> <p>L'exploitant indique que le pilotage se fait d'une part par le conducteur de la machine à l'aide de sondes permettant de contrôler le taux d'humidité avant et après le passage dans le bain d'amidon et d'autre part par des rondes visuelles permettant de détecter d'éventuelles fuites de vapeur.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Optimisation de l'efficacité énergétique par la maintenance

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/06/2025, article L.515-28 et R.515-73-I
Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique
Prescription contrôlée : L.515-28 : Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive mentionnée ci-dessus et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques. [...] R.515-73-I : Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois. BREF secondaire ENE - Point 4.2.8 - MTD15 Les MTD consistent à réaliser la maintenance des installations en vue d'optimiser l'efficacité énergétique par l'application de toutes les mesures suivantes : a) définir clairement les responsabilités de chacun en matière de planification et d'exécution de la maintenance b) établir un programme structuré de maintenance, basé sur les descriptions techniques des équipements, sur les normes, etc., ainsi que sur les éventuelles pannes des équipements et leurs conséquences. Il est préférable de programmer certaines activités de maintenance durant les périodes d'arrêt des installations c) faciliter le programme de maintenance par des systèmes appropriés d'archivage des données et par des tests de diagnostic d) mise en évidence, grâce à la maintenance de routine et en fonction des pannes et/ou des anomalies, d'éventuelles pertes d'efficacité énergétique ou de possibilités d'amélioration de l'efficacité énergétique e) détecter les fuites, les équipements défectueux, les paliers usagés, etc., susceptibles d'influencer ou de contrôler la consommation d'énergie, et y remédier dès que possible.
Constats : Par sondage l'inspection interroge l'exploitant sur les équipements de la sécherie MP9 et plus particulièrement sur l'entretien des boîtes à vapeur (à l'entrée de chaque cylindre). Il présente à l'inspection le contrôle de ces boîtes lors de l'arrêt technique du 27/05/2025. Pas d'écart constaté.

N° 17 : Optimisation énergétique sur les échangeurs de chaleur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/06/2025, article L.515-28 et R.515-73-I

Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

L.515-28 : Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive mentionnée ci-dessus et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques. [...]

R.515-73-I : Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.

BREF secondaire ENE - Point 4.3

Meilleures techniques disponibles en matière d'efficacité énergétique pour les systèmes, les procédés, les activités ou les équipements consommateurs d'énergie :

MTD 17 : Optimiser le rendement énergétique de la combustion par des techniques appropriées.

MTD 19 : Maintenir l'efficacité des échangeurs de chaleur (prévention, surveillance et nettoyage).

MTD 20 : Rechercher les possibilités de cogénération, au sein de l'installation et/ou en dehors de celle-ci (avec une tierce partie).

MTD 23 : Optimiser l'efficacité de l'alimentation électrique

MTD 24 : Optimiser les moteurs électriques

MTD 25 : Optimiser les systèmes d'air comprimé

MTD 26 : Optimiser les systèmes de pompage

MTD 27 : Optimiser les systèmes de chauffage, ventilation et climatisation

MTD 28 : Optimiser les systèmes d'éclairage artificiel

MTD 29 : Optimiser les procédés de séchage, séparation et concentration

Constats :

Par sondage l'inspection interroge l'exploitant sur la MTD 19 : Maintenir l'efficacité des échangeurs de chaleur (prévention, surveillance et nettoyage).

L'exploitant précise qu'il existe bien des échangeurs au niveau des 4 cheminées d'extraction des buées.

Ces systèmes d'échangeurs récupèrent l'énergie contenue dans les buées sortant des cheminées d'extraction pour réchauffer différents circuits et ainsi réduire la consommation finale des sécheries.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'opération de maintenance et d'entretien de ces équipements.

L'inspection se rend au niveau de la supervision et interroge l'opérateur en charge de la surveillance de la machine MAP9. Ces échanges n'ont pas permis de démontrer que l'efficacité

des échangeurs est surveillée.

Constat : L'exploitant ne peut pas justifier d'un entretien ou d'une surveillance permettant de s'assurer de l'efficacité des échangeurs de chaleur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 18 : Prescription spécifique – BREF PPEfficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 9.1

Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

Réduction de la consommation de combustibles et d'énergie

L'exploitant applique la technique a et au moins deux des autres techniques suivantes :

a) Utiliser un système de gestion de l'énergie présentant toutes les caractéristiques suivantes : i) évaluation de la consommation globale d'énergie et de la production de l'usine ; ii) localisation, quantification et optimisation des possibilités de récupération de l'énergie ; iii) suivi et préservation de la situation optimisée en matière de consommation d'énergie.

b) Récupération d'énergie par incinération des déchets et résidus de la production de pâte et de papier à teneur élevée en matière organique et à haute valeur calorifique, en tenant compte de l'article 8.2./ Applicable uniquement si le recyclage ou la réutilisation des déchets et résidus issus de la production de pâte et de papier à teneur élevée en matière organique et à haute valeur calorifique n'est pas possible.

c) Satisfaire autant que possible la demande de vapeur et d'électricité des procédés de production par la production combinée de chaleur et d'électricité (production simultanée d'énergie thermique et électrique et/ou mécanique au moyen d'une unité de cogénération)./ Applicable à toutes les unités autorisées après le 30 septembre 2014 et aux rénovations importantes de la centrale énergétique. Dans les unités autorisées avant le 30 septembre 2014, l'applicabilité peut être limitée par la configuration de l'usine et l'espace disponible.

d) Utilisation de la chaleur en excès pour sécher la biomasse et les boues, chauffer l'eau d'alimentation des chaudières et l'eau de procédé, pour le chauffage des bâtiments, etc./L'applicabilité de cette technique peut être limitée lorsque les sources de chaleur sont éloignées de ces installations.

<p>e) Utilisation de thermocompresseurs/Applicable aux installations autorisées après le 30 septembre 2014 et aux installations autorisées avant le 30 septembre 2014, pour toutes les qualités de papier et les machines de couchage, si de la vapeur moyenne pression est disponible.</p> <p>f) Isolation des raccords des conduites de vapeur et de condensat.</p> <p>g) Utilisation d'installations de vide à haute efficacité énergétique pour la déshydratation.</p> <p>h) Utilisation de moteurs électriques, de pompes et d'agitateurs à haute efficacité énergétique.</p> <p>i) Utilisation de variateurs de fréquence pour les ventilateurs, les compresseurs et les pompes.</p> <p>j) Adaptation des niveaux de pression de vapeur aux besoins réels de pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué dans son dossier de réexamen avoir pris en compte ces MTD dans ses procédés et être conforme.</p> <p>Par échantillonnage l'inspection constate à l'appui du PPE la mise en place d'actions depuis 2015 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système de management de l'énergie, - la mise en place d'une cogénération, - la mise en place de variateurs de vitesse sur les principaux ventilateurs des sécheries MP8/MP9 (2016), - l'isolation des hottes des sécheries (2016). <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Efficacité énergétique – installations de combustion – 2910 E

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.86</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Efficacité énergétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>OPTIONNEL</p> <p>Efficacité énergétique.</p> <p>L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO2).</p> <p>Pour les installations de puissance inférieure à 20 MW, l'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique, conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.</p> <p>Pour les installations de puissance supérieure ou égale à 20 MW, l'exploitant fait réaliser tous les dix ans à compter de l'autorisation ou de l'enregistrement, par une personne compétente, un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les</p>

meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.

Constats :

L'exploitant indique avoir 1 chaudière : Chaudière BABCOCK WANSON

Puissance de l'appareil 4,6 MW

Combustible utilisé Biogaz + Gaz naturel

Durée de fonctionnement annuel \approx 8600 h

Mise en service 2010

Document consulté :

RAPPORT DE VÉRIFICATION

Contrôle périodique de l'efficacité énergétique des installations de 400 KW à 20 MW

Date d'intervention : 31/03/2025

Chaudière dénommée chaudière STEP dans le rapport fourni, combustible en service Biogaz.

Les combustibles biogaz et gaz naturel fonctionnent en simultané, avec une faible proportion de gaz naturel.

Rendement attendu 88% (90-2 production de vapeur d'eau)

Le rapport fait état d'un rendement calculé de 86,51 % non conforme et de perte importante par les fumées

Le rapport fait état de plusieurs observations :

- Le plan de chaufferie n'est pas affiché,
- Report des mesures de rendement effectuées par l'exploitant : Non conforme : l'article R224-28 du Code de l'Environnement impose la réalisation d'une mesure de rendement caractéristique, au moment de chaque mise en marche de la chaudière et au moins tous les trois mois pendant la période de fonctionnement. Le report de ces informations est incomplet dans le document qui nous a été présenté.

En inspection, l'exploitant indique que cette chaudière sera arrêtée en 2027.

Constat : Le rendement de la chaudière est non conforme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 20 : Situation administrative et cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 2.1
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/09/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>[...]</p> <p>et</p> <p>article R512-46-25 du code de l'environnement</p> <p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué lors de la précédente visite qu'il a arrêté en 2020 l'exploitation des deux chaudières relevant de la rubrique 2910-A-1, de puissance totale 42,9 MW (23,2 et 19,7 MW) fonctionnant à partir de gaz naturel.</p> <p>Lors de la précédente visite du 21 septembre 2023, l'inspection a constaté que les éléments relatifs à l'arrêt d'exploitation des chaudières relevant de la rubrique 2910-A-1 et au projet de modification de la toiture du bâtiment CR (Centrale de Raffinage) n'ont pas été portés la connaissance de la préfecture d'Indre-et-Loire avec tous les éléments d'appréciation, notamment au regard des risques et nuisances potentiels liés à l'exposition de certains équipements aux eaux météoriques.</p> <p>Au jour de la présente visite, les installations de combustion relevant de la rubrique 2910-A-1 sont en cours de démantèlement. L'exploitant indique qu'une partie du désamiantage a été réalisé, le chantier n'est pas accessible.</p>

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit notamment fournir dans le cadre de cette cessation l'ATTES-SECUR (attestant de la mise en sécurité ...)

Si l'exploitant le juge utile la remise en état et la détermination de l'usage futur peuvent être reportés sur demande justifiée de sa part (Article R. 512-39 du CE)

Le précédent constat est maintenu et complété.

Constat: L'exploitant n'a pas notifié à la préfecture la cessation de son activité relevant de la rubrique 2910-A-1 avec l'ensemble des éléments prévus à l'article R512-46-25. De plus, les éléments relatifs au projet de modification de la toiture du bâtiment CR (Centrale de Raffinage) n'ont pas été portés la connaissance de la préfecture d'Indre-et-Loire avec tous les éléments d'appréciation, notamment au regard des risques et nuisances potentiels liés à l'exposition de certains équipements aux eaux météoriques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois